

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°523 – 2 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

La BCEAO autorise à maintenir en créances saines les expositions sur les titres publics nigériens

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé, dans un [communiqué](#) du 22 janvier 2024, autoriser à titre temporaire les établissements de crédit à maintenir dans la catégorie des créances saines leurs expositions sur les titres publics du Niger. Elle précise que les établissements devront lui communiquer, ainsi qu'à la Commission bancaire de l'UMOA, les informations relatives à l'évolution de cette exposition mensuellement. Cette annonce intervient un peu moins de six mois après l'entrée en vigueur des sanctions imposées par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et que depuis, le Niger n'a pu honorer ses échéances de paiement liées aux titres publics qu'il a émis. Cette disposition permettra notamment de limiter l'impact sur la solvabilité et le bilan des banques.

### Le Burkina Faso, le Mali et le Niger annoncent vouloir quitter la CEDEAO

Le 28 janvier 2024, dans un communiqué conjoint, suivi d'une notification écrite, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé leur [volonté](#) de se retirer de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Leur annonce précise leur volonté d'un retrait avec effet immédiat, qui devra toutefois être traduit dans les faits, à l'épreuve du traité de la communauté qui prévoit un délai d'un an entre la requête et le retrait effectif. La

### Le chiffre à retenir

# 2,2 Mds EUR

Le montant collecté par les services douaniers sénégalais en 2023

CEDEAO en retour a [annoncé](#) être "déterminée à trouver une solution négociée à l'impasse politique". Les conséquences de ce potentiel retrait demeurent incertaines, tant l'imbrication entre la CEDEAO et l'Union économique et monétaire (UEMOA), dont sont également membre les Etats, pourrait leur permettre de continuer de bénéficier de la liberté de circulation des biens et des personnes avec les autres pays membres de l'Union.

### UEMOA : évolution favorable de l'activité en décembre 2023

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité ont suivi une tendance haussière en décembre 2023. La production industrielle a augmenté de 4,2% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,2% et 6% en g.a. en décembre. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a baissé en moyenne de 0,3 point en g.a., reflétant principalement les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-4,1 points en g.a.), du Niger (-1,3) et du Sénégal (-1,1), atténuée par



l'augmentation de ceux du Burkina Faso (+0,7 point en g.a) et du Togo (+0,8). Enfin, le taux d'inflation marque une légère hausse, passant de 2,4% en novembre en g.a. à 2,5% en décembre. Ce niveau d'inflation est principalement le fait de l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +1,1 point de pourcentage), reflétant la remontée des prix des céréales ainsi que des tubercules et plantains.

## Bénin

### L'Inde, premier client et fournisseur du pays au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023

Le [bulletin](#) trimestriel des statistiques du commerce extérieur témoigne, pour le troisième trimestre 2023, d'une hausse des exportations de marchandises de 28,4% en glissement annuel (g.a) et d'une baisse des importations de 26,2%. Dans ce contexte, les exportations se concentrent autour d'un petit nombre de produits clés, le coton représentant 25,7% des exportations totales au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, les fruits à coque 25,1% et les fèves de soja 21,6%. De même, les principaux biens importés concernent le riz (20,1% des importations totales), les produits pétroliers (9,7%) et l'huile de palme (7,2%). Les principaux clients au cours de ce trimestre sont l'Inde (28,3% des exportations en valeur), suivie du Bangladesh (20,6%) et du Pakistan (16,9%). S'agissant des fournisseurs, l'Inde arrive également en tête (17,5% des importations), suivie de la Chine (14,2%), puis de la France (10,2%).

## Burkina Faso

### Don de 6,4 M EUR de la JICA pour l'entretien du réseau routier

Le 27 janvier 2024, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale et un représentant de l'Agence japonaise de

coopération internationale (JICA), ont [signé](#) un accord de don de 4,4 Mds FCFA (6,4 Mds EUR) destiné à l'entretien du réseau routier burkinabè. Ce don vise au désenclavement de certaines régions, notamment à des fins commerciales, selon l'annonce du ministre burkinabè. Ce don s'insère dans le cadre du Projet de développement des capacités de l'entretien mis en œuvre par le Japon, qui porte notamment une coopération technique.

## Cap-Vert

### Le gouvernement veut privatiser 9 entreprises publiques d'ici mi-2025

Le gouvernement exécute un [programme de privatisations ou de mise en concession des principales entreprises publiques du pays](#), a déclaré le Vice-Premier ministre et ministre des Finances du Cap-Vert. Ce programme a débuté le 10 janvier 2024, avec l'introduction en bourse de Caixa Económica, et concerne en tout 9 entreprises publiques, dont les activités d'Electra qui gère la production et distribution d'électricité, les activités portuaires d'ENAPOR, les chantiers navals... Le gouvernement entend finaliser ces privatisations au plus tard le premier semestre 2025, tout en concédant que les conditions du marché incertaines seront déterminantes pour le respect de ce calendrier. Enfin, il a été précisé que le mode (introduction en bourse, appels d'offres ouverts ou restreints) sera défini par le gouvernement en fonction des études techniques réalisées pour chaque entreprise.

## Côte d'Ivoire

*United Aryan* annonce un investissement de 309 M EUR pour une unité de textile

A l'occasion du [forum Invest In Bouaké](#), initiative de la mairie et du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) et



ouvert le 25 janvier dernier, l'entreprise kenyane *United Aryan* a annoncé un investissement de 203 Mds FCFA (309 M EUR) pour la création d'une unité de textile et d'habillement intégrée. Cette unité, en conformité avec les standards internationaux, permettra de transformer le coton produit localement en textiles et vêtements et susciterait, à terme, plus de 50 000 emplois. Le projet a fait l'objet d'un protocole d'accord entre le Conseil de régulation, de suivi et de développement des filières coton et anacarde, United Aryan, la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles et la Compagnie ivoirienne de coton.

### Le gouvernement entend accélérer la transformation numérique du pays

Le 26 janvier 2024, le ministre de la Transition numérique et de la Digitalisation a [présenté](#) les projets phares de son département pour l'année 2024. Il s'agit entre autres de i) la mise en service de plus de 5 000 km de fibre optique, ii) la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les start-ups adoptée en 2023, iii) l'augmentation du taux de couverture de la 4G sur le territoire et iv) la restructuration de la poste. Pour accompagner la mise en œuvre de ces projets qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de développement numérique 2021-2025, le gouvernement a annoncé 32 réformes et des investissements attendus d'un montant total de 2 000 Mds FCFA (3 M EUR).

## Gambie

### Tenue d'une commission de coopération avec le Maroc

Les ministres des Affaires étrangères de la Gambie et du Maroc ont présidé le 25 janvier 2024 la 3<sup>ème</sup> session de la [Commission conjointe de coopération entre les deux pays](#), au cours de laquelle ont été signés plusieurs accords. Dans le domaine économique, ces accords ont porté sur (i) la pêche, l'aquaculture et les industries de

transformation de la pêche ; (ii) l'assistance mutuelle entre les administrations douanières ; (iii) le commerce ; (iv) le tourisme, pour renforcer les liens entre les agences nationales de tourisme des deux pays. Les autres accords signés concernent notamment la sécurité, la justice, la formation, la culture et les bourses universitaires.

## Guinée

### Régulation des prix des denrées de première nécessité

Le 30 janvier 2024, le gouvernement (via la Direction nationale du commerce intérieur et de la concurrence et la direction nationale de la douane) et la Chambre nationale de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat ont signé un [protocole](#) d'accord fixant les prix des denrées de première nécessité. Cette régulation visant à lutter contre l'inflation, concerne notamment le riz, le sucre, l'oignon, la farine, la viande et l'huile et comprend une différenciation des prix par région.

## Niger

### Suspension de la délivrance de nouveaux permis miniers

Dans une note de service datée du 22 janvier 2024 et relayée par l'Agence de presse nationale, les autorités nigériennes ont [annoncé](#) la suspension de l'octroi de titres miniers sur le territoire, jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure intervient après la saisie à l'aéroport d'Addis-Abeba d'une importante quantité de lingots d'or illicite à destination de Dubaï. Pour rappel, le Niger a attribué 116 permis de recherche entre 2015 et 2020, dont les investissements se chiffrent à environ 124 Mds FCFA (189 M EUR).



## Sénégal

### L'Etat a collecté plus de 2 Mds EUR de recettes douanières en 2023

En 2023, l'Etat du Sénégal [a collecté](#) un montant record de près de 1 426 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) de recettes douanières, triplant ainsi son niveau de recettes en 12 ans (400 Mds FCFA, soit 610 M EUR en 2011). Pour 2024, les recettes douanières sont projetées à près 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), soit 20% du budget global (7 003,6 Mds FCFA, 10,7 Mds EUR). Cette annonce a été faite par le ministre des Finances et du Budget à l'occasion de la journée internationale de la douane célébrée le 27 janvier dernier.

### Le FONSI lance son nouveau fonds, Oyass Capital, de plus de 53 M EUR

Le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSI) [a lancé](#) officiellement, le 30 janvier 2024, un nouveau fonds dénommé Oyass Capital, destiné au financement des PME sénégalaises. Doté d'une enveloppe initiale de 35 Mds FCFA (53,4 M EUR) mobilisé auprès de l'Etat, de la coopération allemande à travers KfW, dans le cadre du *Compact with Africa* (initiative lancée en 2017 sous la présidence allemande du G20 de promotion des investissements en Afrique) et la Banque mondiale, le Fonds Oyass Capital a pour objectif de (i) faciliter l'accès au financement en capital pour les PME sénégalaises, (ii) stimuler la croissance économique et ainsi (iii) impacter durablement la création d'emplois et de richesses. Selon le communiqué, le fonds devrait atteindre la taille cible de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) grâce à la mobilisation de

financements additionnels auprès d'investisseurs privés ou d'impact (à hauteur de 22,9 M EUR). La gestion du fonds a été confiée à la plateforme d'investissement international SEAF, un des leaders mondiaux en gestion de fonds de *Private Equity*.

## Togo

### Une dotation de près de 20 M EUR pour la sécurité alimentaire en 2024

La Loi de finances initiale 2024 [prévoit de consacrer](#) un budget de 13 Mds FCFA (19,8 M EUR), comme en 2023, destiné à assurer la sécurité alimentaire. Cette dotation est affectée au ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural et représente 25% de son budget prévisionnel pour 2024. Avec cette enveloppe, le ministère sera chargé de mettre en œuvre des actions contribuant à l'élimination de la faim, à la consolidation de la sécurité alimentaire, à l'amélioration de la nutrition et à la promotion d'une agriculture durable. Ces actions s'inscrivent dans le plan septennal de sécurité alimentaire, annoncé en juillet 2023 et couvrant la période 2024-2030. En outre, une partie de ces ressources sera également injectée dans la transformation structurelle des systèmes alimentaires. Enfin, l'Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo (ANSAT) devrait aussi bénéficier d'une partie de ces fonds pour poursuivre sa politique d'achat et de stockage de céréales et de préfinancement des producteurs agricoles.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)